

Le blé n'est évidemment pas touché par la surtaxe à l'importation, mais l'avoine et l'orge le sont, et ce sont deux importantes cultures dans l'Ouest du Canada.

De plus, en examinant le travail de l'Office de stabilisation des prix agricoles, ces dernières années, on constate que le genre de soutien fourni à certains secteurs de l'industrie agricole et à certains produits de la ferme est tel que, je pense, on peut admettre en général que toute cette organisation vaudra très peu pour les cultivateurs du Canada. Je dirais que le gouvernement se dissimule, qu'il fait très peu pour remédier aux problèmes agricoles qui résultent des mesures prises par les États-Unis. De toute façon, il est clair que le gouvernement n'est pas disposé à fournir plus d'argent, du moins pas jusqu'ici. Voilà bien l'attitude du gouvernement lorsqu'il s'agit de problèmes agricoles. Nous avons été témoins du même comportement à l'égard des paiements transitoires que le gouvernement propose dans une mesure législative dont la Chambre est actuellement saisie. Je n'ai pas l'intention de commenter le sujet maintenant, mais je veux faire remarquer que c'est là un cas où nous tous des partis d'opposition avons montré très clairement que le gouvernement était prêt à dissocier cette partie des autres dispositions du bill, nous serions disposés à l'adopter immédiatement sans prolonger le débat. Le gouvernement n'était pas prêt à agir ainsi. Nous en avons eu d'autres preuves ces jours derniers, puisqu'il n'a pas fait à la Commission canadienne du blé le versement qu'exige la loi sur les réserves provisoires de blé. Nous n'aurons pas de fonds suffisants pour l'agriculture. Le principe du programme de stabilisation proposé dans un autre bill est la limitation de la contribution et de l'assistance gouvernementale à l'industrie agricole. Comparez la situation à ce que le gouvernement est disposé à faire en faveur de bien d'autres industries au Canada.

Le point de vue agricole dans l'Ouest du Canada a été exprimé par le premier ministre de la Saskatchewan dans un communiqué en date du 8 septembre. M. Allan Blakeney s'est exprimé en ces termes:

Il semblerait que le gouvernement fédéral, une fois encore, a laissé tomber les producteurs primaires du Canada, notamment les cultivateurs. Bien que nous n'ayons pas vu le projet de loi, tout indique que le gouvernement a procédé avec une célérité remarquable, et louable, pour consacrer 80 millions de dollars à la protection des entreprises de fabrication et de transformation contre les effets des mesures économiques américaines. Mais, semble-t-il, il ne fera rien de tel pour les producteurs primaires.

La situation est déplorable. Quand Ottawa a libéré le dollar canadien, le cultivateur en a souffert; lors des hauts et des bas sur le marché mondial, les autres pays subventionnent leurs producteurs agricoles, mais le gouvernement du Canada néglige les siens. Ce serait le cas une fois de plus.

Si nous voulons consacrer à cette mesure législative l'examen qu'elle exige et vraiment en juger avec sérieux, il nous faut l'étudier dans le cadre d'une vaste politique d'ensemble. A mon avis, aucune politique globale n'a été exposée à la Chambre. L'autre jour, le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est alors efforcé dans son discours de présenter de son mieux les questions insignifiantes qui sont traitées, mais il n'a pas abordé le contexte général dans lequel il faut examiner la mesure.

[M. Mazankowski.]

• (2.40 p.m.)

Le ministre des Finances a fait à la Chambre une autre de ses revues de la situation économique au Canada. Il a dit que tout irait bien, que les prix augmentaient mais qu'il n'y avait pas de raison de s'inquiéter. A mon avis, c'est bien loin d'être suffisant. Le ministre a indiqué que la mesure est la première étape du programme du gouvernement pour régler la situation. Elle me paraît de toute évidence une formule de rapiéçage parmi tant d'autres que le gouvernement a préconisées dans le passé.

**L'hon. M. Pepin:** Vous l'avez déjà dit.

**M. Burton:** Le ministre des Finances, comme le ministre de l'Industrie et du Commerce, qui me fait le plaisir de m'écouter, ont parlé d'autres mesures qu'étudierait le gouvernement, mais nous n'avons jusqu'ici reçu aucun renseignement à ce sujet. Je comprends bien que le gouvernement puisse avoir une bonne raison de refuser de tout dévoiler et je ne le lui reproche pas le moins, mais la Chambre n'a aucunement été renseignée sur l'élaboration de politiques gouvernementales ni sur les priorités à établir pour faire face à ce problème et à d'autres qui sont d'ordre économique au Canada.

Dans son discours d'hier le député de Duvernay (M. Kierans) a très bien fait ressortir ce point, je pense. Il a fait valoir le besoin qu'a le gouvernement de prévoir des objectifs nationaux ainsi que des cadres qui permettront par la suite l'élaboration des politiques. Il faudrait, à mon avis, assurer une plus grande priorité aux besoins de la nation tout entière. Nous devrions voir à ce que notre pays jouisse d'une grande indépendance, mène ses propres affaires et rende ses propres décisions plutôt que de compter toujours sur tel ou tel pays étranger, tout bon voisin qu'il puisse être.

Au cours du présent débat, on a suggéré au gouvernement de prendre diverses mesures pour venir à bout des difficultés actuelles. Bon nombre ont été proposées par mon chef, le député de York-Sud (M. Lewis), mon collègue et député de Waterloo (M. Saltsman) ainsi que d'autres. Le gouvernement devrait mettre en œuvre dès maintenant bien des mesures dont la plus importante vise à abaisser les taux d'intérêt au Canada.

Cette dernière aurait évidemment des répercussions sur le taux des changes au pays et serait plus utile, je pense, que toutes les subventions que le gouvernement pourrait verser. Simultanément, nous laisserions flotter le dollar canadien, politique sur laquelle les membres de mon parti sont fondamentalement d'accord, comme le ministre le sait. Ainsi, non seulement on viendrait en aide aux industries manufacturières visées par le présent bill, mais aussi à l'agriculture, aux pêches et, de façon générale, à toute l'économie canadienne. Cette initiative serait certes plus utile que le freinage des opérations sur les devises auquel se livre sans aucun doute la Banque du Canada en ce moment afin de stabiliser la situation.